

# Prix du gaz : les fortes hausses annoncées ? Injustifiées selon la CGT

Le prix du gaz, en France, connaît une tendance haussière depuis quelques mois : bon marché durant plusieurs années, il devient de plus en plus cher. Plusieurs raisons sont avancées par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour expliquer cette évolution tarifaire mais la CGT les dénonce.

Le prix du gaz au plus haut en France en août 2021

En deux mois seulement, les tarifs réglementés du gaz en France ont explosé : une hausse record de 10 % avait été validée en juillet 2021 et la CRE a confirmé fin juillet 2021 une deuxième hausse importante, +5,3 %, pour le mois d'août 2021.

La raison ? Essentiellement les tensions sur le marché de gros : le pétrole est lui aussi de plus en plus cher, et il influence le prix du gaz, tandis que la demande explose dans le monde à cause de la reprise de l'activité économique et industrielle.

Mais ce n'est pas qu'à l'international que ce joue le prix de cette énergie : des augmentations décidées par le gouvernement, notamment la hausse de la part des aides pour les particuliers dans le domaine de la transition énergétique payée par les fournisseurs de gaz, font grimper à leur tour la facture car les entreprises répercutent ces hausses sur le client final.

La CGT appelle à la renationalisation et estime les hausses injustifiées

Du côté de la Fédération nationale des mines et de l'énergie-CGT (FNME-CGT), la raison est ailleurs : dans l'ouverture des capitaux des entreprises survenue en 2004. Présentée comme bénéfique aux usagers, « depuis 2004 on subit pleinement ce marché que ce soit pour l'électricité ou pour le gaz », estime le secrétaire fédéral de la FNME-CGT, Fabrice Coudour, dans les colonnes de FranceInfo. « Pour la CGT, il n'y a rien qui justifie ces hausses. »

Pour lui, la solution serait le retour à une gestion étatique. Le syndicat « revendique un retour au service public de l'énergie, 100% public avec une maîtrise publique », donc une renationalisation d'Engie et EDF afin que les deux entreprises ne soient plus soumises à la concurrence qui « fait monter les prix ».